



## 15ème législature

<b>Question N° :</b> <b>35560</b>	De <b>M. Jean-Luc Lagleize</b> ( Mouvement Démocrate (MoDem) et Démocrates apparentés - Haute-Garonne )	<b>Question écrite</b>
<b>Ministère interrogé</b> > Europe et affaires étrangères		<b>Ministère attributaire</b> > Europe et affaires étrangères
<b>Rubrique</b> >action humanitaire	<b>Tête d'analyse</b> >Contribution de la France au programme alimentaire mondial des Nations unies	<b>Analyse</b> > Contribution de la France au programme alimentaire mondial des Nations unies.
Question publiée au JO le : <b>19/01/2021</b> Réponse publiée au JO le : <b>06/07/2021</b> page : <b>5350</b> Date de renouvellement : <b>27/04/2021</b>		

### Texte de la question

M. Jean-Luc Lagleize attire l'attention de M. le ministre de l'Europe et des affaires étrangères sur la contribution de la France au programme alimentaire mondial des Nations unies (PAM). Avec 97 millions de personnes aidées dans environ 88 pays en 2019, le programme alimentaire mondial des Nations unies (PAM) est la première organisation humanitaire mondiale de lutte contre la faim, fournissant une aide alimentaire dans les situations d'urgence et travaillant avec les communautés pour améliorer la nutrition et renforcer la résilience. Alors que la communauté internationale s'est engagée à éradiquer la faim, à assurer la sécurité alimentaire et à améliorer la nutrition d'ici 2030, une personne sur neuf dans le monde ne mange toujours pas à sa faim. L'aide alimentaire est au cœur de la lutte pour briser le cycle de la faim et de la pauvreté. Pour ses efforts de lutte contre la faim, pour sa contribution à l'amélioration des conditions de paix dans les zones touchées par les conflits et pour avoir joué un rôle moteur dans les efforts visant à empêcher l'utilisation de la faim comme arme de guerre, le programme alimentaire mondial des Nations unies (PAM) a reçu le prix Nobel de la paix en 2020. Chaque jour, le programme alimentaire mondial des Nations unies (PAM) envoie 5 000 camions, 20 navires et 92 avions sur le terrain pour apporter des vivres et d'autres formes d'assistance aux plus démunis. Chaque année, il distribue environ 15 milliards de rations pour un coût moyen estimé à 0,31 dollar par ration. Ces chiffres démontrent sa capacité à intervenir rapidement et efficacement dans les environnements les plus difficiles. Le programme alimentaire mondial des Nations unies (PAM) concentre ses efforts sur l'aide d'urgence, les secours et la réhabilitation, l'aide au développement et les opérations spéciales. Deux tiers de son travail a lieu dans des pays touchés par des conflits où les populations sont trois fois plus susceptibles d'être sous-alimentées que celles qui vivent dans des pays sans conflit. Or la contribution de la France au programme alimentaire mondial des Nations unies (PAM) demeure fortement limitée, à 32 500 426 dollars en 2019, ce qui fait de la France le 23e donateur seulement de cette agence de l'Organisation des Nations unies (ONU), loin derrière l'Allemagne (1 169 666 570 dollars), le Royaume-Uni (551 053 591 dollars), le Canada (201 669 793 dollars) ou encore la Suède (189 019 777 dollars). Ainsi, il attire son attention sur la nécessité de revoir à la hausse la contribution de la France au programme alimentaire mondial des Nations unies (PAM) et l'interroge sur les intentions du Gouvernement quant à l'éventuel renforcement du partenariat de la France avec cette agence de l'Organisation des Nations unies (ONU).

### Texte de la réponse



Selon le dernier rapport sur L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde, publié conjointement par l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Programme alimentaire mondial (PAM), le Fonds international de développement agricole (FIDA), l'UNICEF et l'Organisation mondiale de la santé (OMS), près de 690 millions de personnes ont souffert de la faim en 2019, ce qui représente 8,9% de la population mondiale, soit une hausse de 12 millions de personnes par rapport à 2018 et de 60 millions de personnes depuis 2014. En 2020, les conséquences de la pandémie mondiale de la Covid-19, mais également de la crise des criquets pèlerins en Afrique de l'Est, devraient encore aggraver ces chiffres. Selon les différents scénarios de croissance retenus, les effets à long terme de la crise liée à la pandémie de la Covid-19 pourraient faire basculer entre 83 et 132 millions de personnes supplémentaires dans la faim en 2020. Selon la dernière édition du Rapport mondial sur les crises alimentaires (produit phare du Global Network Against Food Crises), environ 135 millions de personnes étaient en situation de crise alimentaire en 2019 (insécurité alimentaire aigüe). Selon le PAM, ce chiffre devrait quasiment doubler, en 2020, sous les effets socio-économiques de la pandémie de la Covid-19. Face à cette aggravation de l'insécurité alimentaire dans le monde, qui voit resurgir des risques de famine dans plusieurs pays (Nord-Est du Nigéria, Soudan du Sud, Yémen), la France se mobilise. Dans ce contexte, l'action du PAM se révèle essentielle. À cet égard, l'attribution du Prix Nobel de la Paix au PAM en 2020 est une juste reconnaissance de son action et du lien existant entre la sécurité alimentaire et la paix. Le soutien de la France au PAM se décline en trois volets. En premier lieu, le soutien est d'ordre politique et diplomatique. Au siège, à travers notre Représentation permanente pour les agences des Nations unies à Rome, ainsi qu'à travers le monde, grâce à notre réseau diplomatique, les relations entre la France et le PAM sont étroites. Le Sahel constitue une région où nos échanges sont particulièrement denses. Au cours d'un entretien téléphonique le 5 mars 2021, le Président de la République et le Directeur exécutif du PAM sont convenus de la nécessité de renforcer les relations entre la France et le PAM. Le Directeur exécutif du PAM avait participé à la cinquième Conférence nationale humanitaire, qui s'est tenue le 17 décembre 2020. Afin de poursuivre l'approfondissement de notre relation, un premier dialogue bilatéral entre la France et le PAM se tiendra en 2021. En second lieu, le soutien est d'ordre financier. Alors que l'Aide alimentaire programmée (AAP) poursuit sa trajectoire ascendante (72,4 M€ en 2021, contre 50,6 M€ en 2020 et 33,5 M€ en 2018), dans un contexte de triplement des contributions humanitaires françaises entre 2018 et 2022, les contributions volontaires de la France au PAM au titre de l'AAP augmentent en effet de manière sensible : 27,16 M€ en 2020, contre 17,78 M€ en 2019. Premier opérateur de l'AAP, le PAM se voit ainsi attribuer, chaque année, plus de 50% des crédits dédiés. Par ailleurs, les autres contributions volontaires de la France destinées au PAM ont également vocation à se renforcer. D'un montant de 6,5 M€ en 2021 (en très nette augmentation par rapport à 2020, où elles représentaient 1,3 M€), elles alimenteront son compte d'intervention immédiate, le programme de cantines scolaires ainsi que le service aérien d'aide humanitaire des Nations unies (UNHAS). Ce dernier, qui bénéficie à l'ensemble des acteurs onusiens ainsi qu'aux travailleurs humanitaires, est d'autant plus essentiel dans le contexte actuel marqué par la fermeture des frontières pour faire face à la pandémie de la Covid-19. Il convient également de souligner que la France, au titre de deuxième contributeur net au budget de l'Union européenne (UE), participe au financement par cette dernière des activités du PAM. À cet égard, les contributions de l'UE au PAM se sont élevées à 537 M\$ en 2020, plaçant l'UE au quatrième rang des bailleurs du PAM. Au total, les contributions cumulées de l'UE et de ses États membres s'élèvent à 2,2 Md\$. Enfin, la contribution française se traduit en dernier lieu par un appui en ressources humaines, à travers le financement de quatre postes de Jeunes experts associés (JEA), à Rome et au Mali, sur les cinquante-huit que compte le PAM. Le ministère de l'Europe et des affaires étrangères finance, en outre, un expert technique indépendant (ETI), ainsi que trois postes de volontaires des Nations unies (VNU), au Honduras, au Mali et en Mauritanie.